John Robert Duncan

(██████████ Captain, Canadian Forces) *Appellant*,

v.

Her Majesty the Queen

Respondent.

INDEXED AS: R. v. DUNCAN

File No.: CMAC 326

Heard: Vancouver, British Columbia, 30 January, 1991

Judgment: Vancouver, British Columbia, 30 January, 1991

Present: Heald, Hugessen and Stone J.J.A.

On appeal from a denial of release pending appeal application by a Disciplinary Court Martial held at Lahr, Germany, between 26 November and 4 December, 1990.

Appeal from order of Disciplinary Court Martial refusing bail — Improper comments by prosecutor during hearing — Decision refusing bail justified in the circumstances — Appeal dismissed.

COUNSEL:

M.R. Hunt, for the appellant
Major R.J. Lesperance, for the respondent

STATUTE CITED:

National Defence Act, R.S.C. 1985, c. N-5, s. 248.5(a) (added, R.S.C. 1985, c. 31 (1st Supp.), s. 57)

The following are the reasons for judgment of the Court delivered orally in English by

HUGESSEN J.A.: We have very serious reservations about what took place during the bail hearing before the Disciplinary Court Martial. In particular, comments by the prosecutor as to the impossibility of the

John Robert Duncan

(██████████ Capitaine, Forces canadiennes) *Appelant*,

^a

c.

Sa Majesté la Reine

^b *Intimée*.

RÉPERTORIÉ : R. c. DUNCAN

^c N° du greffe : CACM 326

Audience : Vancouver (C.-B.), le 30 janvier 1991

^d Jugement : Vancouver (C.-B.), le 30 janvier 1991

Devant : les juges Heald, Hugessen et Stone, J.C.A.

^e En appel d'un refus de libération en attendant l'issue de l'appel prononcé par une cour martiale disciplinaire siégeant à Lahr (Allemagne), entre le 26 novembre et le 4 décembre 1990.

^f *Appel contre l'ordonnance d'une Cour martiale disciplinaire refusant d'accorder la mise en liberté sous caution — Commentaires déplacés de la part du poursuivant au cours de l'audience — La décision de refuser la mise en liberté sous caution est justifiée dans les circonstances — Rejet de l'appel.*

^g

AVOCATS:

M.R. Hunt, pour l'appelant
Major R.J. Lesperance, pour l'intimée

^h

LOI CITÉE :

Loi sur la défense nationale, L.R.C. 1985, chap. N-5, art. 248.5a) (ajouté, L.R.C. 1985, chap. 31 (1^{er} suppl.), art. 57)

ⁱ

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement de la Cour prononcés à l'audience par

^j

LE JUGE HUGESSEN, J.C.A. : Nous avons de sérieuses réserves sur ce qui s'est passé au cours de l'audience sur le cautionnement devant la Cour martiale disciplinaire. Plus particulièrement, les commentaires

appellant remaining under military authority (a condition of any bail by reason of paragraph 248.5(a)) and as to the availability of an appeal to this Court in the event that bail was refused were improper and may have led the Court Martial into error. They were not corrected by the Judge Advocate.

At the end of the day, however, the question on an appeal from an order refusing bail is whether or not bail should have been granted. In this case it clearly should not. This was the appellant's sixth conviction for a drinking and driving offence. He had a history of driving while his licence was suspended and of possessing more than one licence. The evidence could not possibly have satisfied any properly instructed court that his release would not be contrary to the public interest.

The appeal will be dismissed.

du procureur de la poursuite portant, à la fois, sur l'impossibilité pour l'appelant de demeurer sous la juridiction militaire (une condition pour l'obtention de tout cautionnement selon l'alinéa 248.5a)), et sur la possibilité d'interjeter appel auprès de la présente Cour en cas de refus de cautionnement, étaient déplacés et ont pu induire la Cour martiale en erreur. Le juge-avocat n'a procédé à aucune rectification relativement à ces commentaires.

En définitive cependant, la question soulevée par un appel à l'encontre d'une ordonnance refusant un cautionnement consiste à savoir si le cautionnement aurait dû ou non être accordé. Il est évident qu'en l'espèce il ne devrait pas être accordé. Il s'agissait de la sixième déclaration de culpabilité de l'appelant relativement à la conduite d'un véhicule automobile avec facultés affaiblies par l'alcool. Ses antécédents démontraient qu'il avait déjà conduit un véhicule alors que son permis était suspendu, et aussi, qu'il avait été en possession de plusieurs permis de conduire. Les éléments de preuve ne pouvaient absolument pas convaincre un tribunal bien au fait de la situation que sa libération ne serait pas contraire à l'intérêt public.

L'appel sera rejeté.